



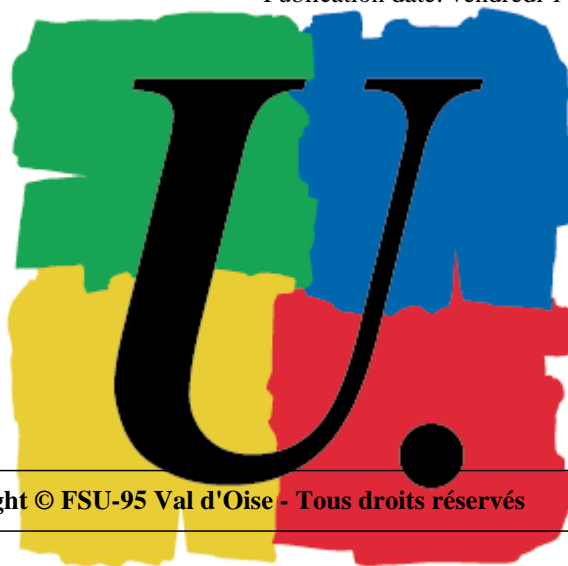
Extract of FSU-95 Val d'Oise

<http://fsu95.fsu.fr/C-T-P-A-la-FSU-refuse-de-sieger.html>

# C.T.P.A. : la FSU refuse de siéger

- actualité2018 - Actualité -

Publication date: vendredi 14 janvier 2011



Copyright © FSU-95 Val d'Oise - Tous droits réservés

**F.S.U.95**

Le Ctpa devait examiner la préparation de la rentrée et siéger pour le faire le 10/01/2011. en signe de protestation contre les conditions de la rentrée 2011, les syndicats de la FSU ont refusé de siéger et la FSU a expliqué sa position dans la déclaration ci-dessous.

Dans le Val d'Oise, le CTPD, version départementale du CTPA, devait avoir lieu jeudi 20 janvier mais a été repoussé au 21 par l'Inspecteur d'Académie. Les représentants FSU du personnel sont intervenus pour obtenir les documents préparatoires au plus vite, afin de pouvoir travailler et informer les collègues sur le sort réservé à chacun des établissements. D'ores et déjà, il apparaît que la politique des Zep va être sacrifiée et remplacée par l'extension des CLAIRS, source de dérèglementation des statuts et de développement des petits chefs au détriment tant des personnels que des élèves. Ce sont environ 120 postes ("Equivalents temps Plein") qui pourraient être supprimés à la rentrée. Le Premier degré, quant à lui, va perdre 78 postes pour plus de 1400 élèves supplémentaires (voir le site du Snuipp Val d'Oise).

## Déclaration FSU au CTPA du 10 janvier 2011

Le CTPA convoqué ce jour est chargé d'examiner la préparation de la rentrée 2011.

A travers la mise en oeuvre d'un budget de rigueur sans précédent, le Gouvernement fait le choix d'asphyxier encore davantage le service public d'Education pour la rentrée 2011. L'académie de Versailles, lourdement taxée depuis plusieurs années, doit rendre 493 emplois dans le second degré, 120 emplois dans le premier degré et 25 emplois d'administratifs dans une académie dont les aggravations en termes d'encadrement et de creusement des inégalités socio-économiques sont pourtant établis. Cette politique va se traduire à la prochaine rentrée par des suppressions de postes sans précédent, une nouvelle aggravation des conditions de travail des personnels et des conditions d'études des élèves. Nous ne pouvons pas non plus cautionner le choix que vous avez opéré, Monsieur le Recteur, qui plus est dans la plus grande opacité (critères et liste des établissements protégés toujours non communiqués) de redéfinir la carte des ZEP en réduisant le nombre d'établissements bénéficiant de moyens supplémentaires.

Nous refusons donc de siéger aujourd'hui au CTPA.

Nous entendons par là dénoncer la politique de désengagement de l'Etat et affirmer que le service public d'éducation nécessite une autre politique qui ne soit pas fondée sur des réformes accentuant la ségrégation scolaire et sociale et mettant en cause les métiers, les missions et la formation des personnels. Des choix budgétaires et idéologiques radicalement différents sont nécessaires pour assurer la réussite et l'avenir de tous les jeunes.

Faute de quorum, la délégation de la FSU refusant de siéger suivie par celle du SGEN, le CTPA n'a pu s'ouvrir. L'UNSA et FO, elles, ont manifesté la volonté de siéger.